

## Décision relative à une demande de permis de commerce parallèle d'un produit phytopharmaceutique

---

*Vu les dispositions du règlement (CE) N° 1107/2009 du 21 octobre 2009 et de ses textes d'application,*

*Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment le chapitre III du titre V du livre II des parties législative et réglementaire,*

*Vu la demande de permis de commerce parallèle du produit phytopharmaceutique **NUPRID 600 FS IMIDACLOPRID***

*de la société* **PSI (UK) LTD**

*enregistrée sous le* **n°2016-0658**

*Vu les conclusions de l'évaluation du 20 mai 2016,*

Le permis de commerce parallèle du produit phytopharmaceutique désigné ci-après est accordé dans les conditions d'autorisation de mise sur le marché du produit identique autorisé en France.

La présente décision s'applique sans préjudice des autres dispositions applicables.

### **Avertissement :**

Il est de la responsabilité du titulaire du permis de maintenir les informations indiquées sur l'étiquette en conformité avec celles du produit identique autorisé en France et de veiller au respect des conditions d'emballage autorisées dans le pays d'origine pour le produit importé (pas de reconditionnement).

Informations générales sur le produit		
Nom du produit	NUPRID 600 FS IMIDACLOPRID	
Type de produit	Permis de commerce parallèle	
Titulaire	PSI (UK) LTD LE1 7BA LEICESTER Royaume-Uni	
Formulation	Suspension concentrée pour traitement des semences (FS)	
Contenant	600 g/L - imidaclopride	
Produit identique autorisé en France	Nom commercial	NUPRID 600 FS
	N° AMM	2150280
Numéro d'intrant	232-2016.01	
Numéro de permis	2160513	
Fonction	Insecticide	
Gamme d'usages	Professionnel	

Produit importé			
Nom du produit	N° AMM Pays d'origine	Pays d'origine	Titulaire AMM Pays d'origine
NUPRID 600 FS	R-76/2015	Pologne	NUFARM GMBH & CO KG

Le présent permis est valable pendant la durée de l'autorisation du produit de référence, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 de l'article 52 du règlement (CE) 1107/2009. Il appartient au détenteur du permis de s'assurer de la validité de l'autorisation de mise sur le marché du produit de référence.

Le présent permis peut être retiré ou modifié avant cette échéance si des éléments le justifient.

A Maisons-Alfort, le

10 JUIN 2016



**Françoise WEBER**  
Directrice générale adjointe des produits réglementés  
Agence nationale de sécurité sanitaire de  
l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)